

VOORLOPIGE VERSIE

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING
De definitieve versie bevat ook het tweetalige
beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte
brochure opgenomen.

VERSION PROVISOIRE

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE
La version définitive comprend aussi le compte rendu
analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans
une brochure séparée.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG**COMPTE RENDU INTÉGRAL**

Plenumvergadering

Séance plénière

Woensdag

25-06-2025

Namiddag

Mercredi

25-06-2025

Après-midi

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij
kunnen hun correcties schriftelijk
meedelen vóór*

30-06-2025, om 16 uur

aan de Dienst Integraal Verslag.

e-mail: CRIV@dekamer.be

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit
avant le*

30-06-2025, à 16 heures

au Service du Compte rendu intégral.

e-mail: CRIV@lachambre.be

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
PS	Parti Socialiste
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Les Engagés	Les Engagés
Vooruit	Vooruit
cd&v	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant – Onafhankelijk

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 56 0000/000	Parlementair stuk van de 56 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 56 0000/000	Document parlementaire de la 56 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag	CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV	Beknopt Verslag	CRABV	Compte Rendu Analytique
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN	Plenum	PLEN	Séance plénière
COM	Commissievergadering	COM	Réunion de commission
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleukerig papier)	MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Bestellingen :	Commandes :
Natieplein 2	Place de la Nation 2
1008 Brussel	1008 Bruxelles
Tel. : 02/549 81 60	Tél. : 02/549 81 60
www.dekamer.be	www.lachambre.be
e-mail : publicaties@dekamer.be	e-mail : publications@lachambre.be

INHOUD

Verzoek om advies van de Raad van State

Sprekers: **Pierre-Yves Dermagne**, voorzitter van de PS-fractie, **Sofie Merckx**, voorzitter van de PVDA-PTB-fractie, **Sarah Schlitz**, **Barbara Pas**, voorzitter van de VB-fractie, **François De Smet**, **Anja Vanrobaeys**, **Axel Ronse**, voorzitter van de N-VA-fractie, **Nawal Farih**, voorzitter van de cd&v-fractie, **Sammy Mahdi**, **Nahima Lanjri**, **Stefaan Van Hecke**, voorzitter van de Ecolo-Groen-fractie, **Florence Reuter**, **Benoît Piedboeuf**, voorzitter van de MR-fractie, **Aurore Tourneur**, voorzitter van de Les Engagés-fractie, **Raoul Hedebouw**, **Lode Vereeck**

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 56 PLEN 054 bijlage.

SOMMAIRE

Demande d'avis au Conseil d'État

Orateurs: **Pierre-Yves Dermagne**, président du groupe PS, **Sofie Merckx**, présidente du groupe PVDA-PTB, **Sarah Schlitz**, **Barbara Pas**, présidente du groupe VB, **François De Smet**, **Anja Vanrobaeys**, **Axel Ronse**, président du groupe N-VA, **Nawal Farih**, présidente du groupe cd&v, **Sammy Mahdi**, **Nahima Lanjri**, **Stefaan Van Hecke**, président du groupe Ecolo-Groen, **Florence Reuter**, **Benoît Piedboeuf**, président du groupe MR, **Aurore Tourneur**, présidente du groupe Les Engagés, **Raoul Hedebouw**, **Lode Vereeck**

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 56 PLEN 054 annexe.

Plenumvergadering

van

WOENSDAG 25 JUNI 2025

Namiddag

Séance plénière

du

MERCREDI 25 JUIN 2025

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.43 uur en voorgezeten door de heer Peter De Roover, voorzitter.

La séance est ouverte à 14 h 43 et présidée par M. Peter De Roover, président.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. U kunt die terugvinden op de webstek van de Kamer en in het integraal verslag van deze vergadering of in de bijlage ervan.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans le compte rendu intégral de cette séance ou son annexe.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:

David Clarinval.

01 Verzoek om advies van de Raad van State**01 Demande d'avis au Conseil d'État**

01.01 Pierre-Yves Dermagne (PS): Monsieur le président, je pensais que vous aviez pris l'habitude de solliciter un vote sur le quorum en début de chacune de nos séances plénières, mais manifestement, ce n'est pas le cas.

Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, vous le savez, depuis des semaines, voire des mois – depuis la présentation de l'accord de gouvernement –, nous contestons le bien-fondé de toute une série de mesures. D'abord, sur le fond, bien entendu, mais aussi sur la forme.

Comme nous nous y étions engagés dès le départ, nous tenons à mener une opposition qui soit ferme à chaque instant, mais également constructive. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé,

au nom du groupe PS, une série d'amendements portant à la fois sur la partie travail et les allocations, sur la fiscalité, et sur les pensions dans le cadre de la loi-programme qui nous est soumise aujourd'hui.

Je souhaiterais, monsieur le président, en application de l'article 98, § 3, du Règlement, vous demander de sonder l'Assemblée afin de vérifier si un tiers des parlementaires sont favorables à soutenir cette demande de renvoi à la section de législation du Conseil d'État des amendements que nous avons déposés dans le cadre des débats sur cette loi-programme (n° 909/1-27).

De **voorzitter**: Collega Dermagne, een stemming was niet nodig, want ik zag dat het quorum bereikt is.

01.02 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur le président, cette loi-programme est la première grande loi du gouvernement Arizona qui passe. Au cours des débats, nous avons remarqué que ce texte souffrait de plusieurs manquements, par exemple dans sa mise en application. Dès le début, j'avais conseillé de solliciter un deuxième avis auprès du Conseil d'État étant donné les changements significatifs intervenus entre l'avant-projet de loi et le projet lui-même. Je rappelle aussi certains arguments du Conseil d'État relatifs aux principes de *standstill* qui ne nous semblent pas être respectés dans le cas précis. Nous avons une vingtaine d'amendements pour y répondre. Par conséquent, nous demandons leur renvoi au Conseil d'État si, bien sûr, 50 députés soutiennent cette demande.

01.03 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le président, mon groupe a également déposé plusieurs amendements qui visent à corriger principalement deux injustices. La première vise à protéger de l'exclusion du chômage les personnes de 55 ans et plus, comme le prévoyait l'accord de majorité du gouvernement Arizona. Nous constatons aujourd'hui que ces personnes ne seront pas épargnées par les exclusions. Avec ces

amendements, nous proposons de protéger ce public particulièrement vulnérable sur le marché de l'emploi.

Le deuxième amendement concerne une catégorie de la population qui a besoin d'être protégée parce qu'elle protège les autres: ce sont les aidants proches. Nous entretenons les plus vives inquiétudes quant à la protection de leurs droits. Notre amendement vise à corriger l'injustice qui se trouve dans cette loi-programme, en neutralisant les périodes pendant lesquelles un demandeur d'emploi est dispensé de disponibilité parce qu'il est reconnu comme aidant proche.

Cela permettrait de protéger les droits de celles et ceux qui prennent soin d'un proche. C'est un acte qui est profondément humain, et qui ne devrait jamais être pénalisé.

Nous proposons donc de corriger ces deux injustices dans la loi. À cet effet, nous demandons l'avis du Conseil d'État afin de nous assurer de la légalité de ces deux amendements. Nous en appelons aux collègues du MR et des Engagés qui ont des responsabilités dans leur commune, qui sont échevin ou bourgmestre et qui savent, au fond d'eux-mêmes, à quel point cette loi-programme sera injuste et créera d'énormes difficultés dans leur CPAS, et dans les finances de leur commune. J'en appelle à votre soutien pour l'envoi de ces amendements au Conseil d'État. Je vous remercie.

01.04 Barbara Pas (VB): Mijnheer de voorzitter, vanochtend heeft al een deel van de bespreking plaatsgehad, waarbij mijn goede collega Kurt Moons heel duidelijk heeft gemaakt dat de uitwerking van de beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkering, waarvan wij grote voorstander zijn, amateuristisch is. Hij heeft het terecht amateuristisch broddelwerk genoemd. Enkele noodzakelijke sociale correcties zitten niet in het wetsontwerp. Wij willen de mantelzorgers beschermen, want die verdienen alle respect. Ook wordt een uitzondering gemaakt voor mensen die een opleiding voor een knelpuntberoep volgen, maar zoals reeds aangehaald, die uitzondering is beperkt tot de zorg. Wij willen dat uitbreiden naar alle knelpuntberoepen. De Raad van State heeft al gewaarschuwd dat daarin een mogelijke discriminatie zit ten opzichte van de andere knelpuntberoepen.

Wij hebben daartoe een twintigtal amendementen ingediend, die mijn collega Kurt Moons daarnet al uitstekend heeft toegelicht. Net om die verzuchtingen te kunnen waarmaken en om geen amateuristisch broddelwerk af te leveren, is het

volgens mij heel nuttig dat we die amendementen voor advies voorleggen aan de Raad van State.

01.05 François De Smet (DéFI): Monsieur le président, chers collègues, les débats ont montré que, même si on pouvait rejoindre certains attendus de la réforme, elle était assez injuste dans sa mise en œuvre, notamment sur la question des formations, sur la question des congés parentaux et sur une série d'autres domaines.

Je ne vais pas présenter tous les amendements. J'en ai déposé cinq, et je demande moi aussi le renvoi au Conseil d'État. Je vous remercie.

De voorzitter: Collega's, ik zal de vraag voorleggen. Met uw welbevinden doe ik dat in één beweging: wilt u dat de amendementen nrs. 1 tot 85 voor advies naar de Raad van State worden verzonden, dan staat u nu op.

Ten minste 50 leden steunen het verzoek om advies van de Raad van State.

Au moins 50 membres soutiennent la demande d'avis au Conseil d'État.

Bijgevolg zal ik het advies van de Raad van State vragen met toepassing van artikel 98, § 3, van het Reglement.

En conséquence, je demanderai l'avis du Conseil d'État en application de l'article 98, § 3, du Règlement.

De amendementen nrs. 1 tot 85 zullen voor advies naar de Raad van State worden verzonden.

Les amendements n^{os} 1 à 85 seront envoyés au Conseil d'État pour avis.

01.06 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, ik moet zeggen dat ik bijzonder teleurgesteld ben. Ik vind dit echt bijna chic. Hier worden politieke spelletjes gespeeld en vertragsmanoeuvres georganiseerd. PVDA, Groen, en PS, u doorbreekt daarvoor zelfs het cordon sanitaire. U doorbreekt hier het cordon sanitaire om vertragsmanoeuvres op te zetten en politieke spelletjes te spelen.

Niemand zal daar enige vooruitgang door boeken. De enigen die daarvan de gevolgen zullen dragen, zijn de pleegouders. Die pleegouders wachten al 15 jaar op hun ouderschapsverlof. Zij waren hoopvol om dat ouderschapsverlof vanaf 1 juli te kunnen opnemen tijdens deze zomer, om de kinderen waarvoor zij een engagement opnemen, die bijzonder kwetsbaar zijn, te kunnen ondersteunen tijdens de zomervakantie. Dat blokkeert u nu echter. Indien we dit hier hadden

kunnen goedkeuren, dan hadden zij vanaf 1 juli, met akkoord van hun werkgever, hun ouderschapsverlof kunnen opnemen.

01.07 Axel Ronse (N-VA): Collega's, dit had ik totaal niet zien aankomen. Dat het Vlaams Belang, een partij die pretendeert de belangen van de Vlaming te verdedigen, de Vlamingen die voor 70 % achter de beperking van de werkloosheidsuitkering in de tijd staan, zich leent aan de PS, aan Ecolo, aan PTB, aan Groen, aan de extreemlinkse partijen, om net die beperking te blokkeren, vind ik een absolute schande. Vlaams Belang, wees diep, diep beschaamd!

Een dag of twee geleden had ik nooit gedacht dat ik het zou moeten zeggen, maar het Vlaams Belang zou beter een voorbeeld nemen aan Open Vld, die het instrument in dezen niet misbruikt. Open Vld is consequenter dan het Vlaams Belang. Het Vlaams Belang leent zich uit aan PS, PTB, Ecolo en Groen.

PS, PTB, Ecolo en Groen doen er goed aan om ons, de N-VA, geen lessen meer te geven wanneer het erover gaat dat men met andere partijen afsprekt, want ze gebruiken zelf het Vlaams Belang om hun extreemlinkse agenda in het Parlement door te drukken. Wees beschaamd, PS!

Le PS, toujours drapé dans la morale sacrée.

PS, moraalridder, voor u zijn blijkbaar alle middelen goed om een democratische keuze in het Parlement te blokkeren.

Ik waarschuw dat de verwijzing naar de Raad van State een instrument is dat met veel zorg moet worden gebruikt. De manier waarop dat hier nu gebeurt, is een regelrechte schande. Wees beschaamd.

01.08 Nawal Farih (cd&v): Mijnheer de voorzitter, collega's, hetgeen hier gebeurt, is werkelijk bijzonder triestig. Het werd al gezegd dat pleegouders hiervan de gevolgen zullen dragen. Meer nog, het gebeurt op kap van de samenleving. Door politieke spelletjes wordt bijvoorbeeld het verlaagd btw-tarief voor wie zijn woning wil renoveren, hier gewoon weggeschoven, spelletjes op kap van de hardwerkende Vlamingen, van gezinnen die elke dag proberen een stap vooruit te zetten. Het is een pure schande.

U die de verwijzing goedkeurt, blokkeert en saboteert niet alleen dit huis, maar de hele samenleving, die vandaag verwacht dat politici daadkracht tonen en de hervormingen doorvoeren

waar de bevolking om roept. De oppositie klaagt het uitblijven ervan trouwens dag in, dag uit aan, maar uiteindelijk is zij de blokkerende factor. Ik betreur het enorm. Ik zie dat de PS ervoor kiest om samen te werken met de extremen tegen de beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd. Het is een schande. U mag het gaan uitleggen.

De **voorzitter:** Collega's, er zijn technieken die we gebruiken tijdens meetings, en er zijn technieken die we gebruiken in het Parlement. Hier vraagt men het woord en vervolgens wordt dat verleend.

01.09 Sammy Mahdi (cd&v): (...)

De **voorzitter:** Mijnheer Mahdi, roepen doorheen het halfrond heeft geen enkele zin. Enkele collega's hebben het woord gevraagd en ik zal hen dat verlenen.

01.10 Nahima Lanjri (cd&v): Collega's van de oppositie, weet u waar mensen de buik van vol hebben? Van politici die veel zeggen, veel beloven, maar het vervolgens niet doen en niet waarmaken. Verschillende leden van jullie fracties hebben in het verleden altijd geopperd dat gezinnen belangrijk zijn, dat mantelzorg belangrijk is, dat pleegouders belangrijk zijn. Zorg dan ook dat u de daad bij het woord voegt.

Reeds in 2011 heeft cd&v een wetsvoorstel ingediend om pleegouders recht te geven op ouderschapsverlof. Dat is er toen niet gekomen. Intussen zijn er gelukkig andere voorstellen gedaan en andere stappen gezet. Onder meer is het pleegouderverlof ingevoerd, evenals een uitbreiding van het adoptieverlof. Dat is positief.

Nu hadden we eindelijk de kans – cd&v heeft hard gevochten om dat in het regeerakkoord te krijgen – om ook pleegouders recht te geven op ouderschapsverlof. Alleen al in Vlaanderen gaat het om 11.000 kinderen die worden opgevangen in meer dan 8.000 gezinnen. De aantallen van Brussel en Wallonië zijn daarin niet eens meegeteld.

Al die ouders die dat nieuws te horen kregen, waren oprecht blij, want eindelijk zouden ze krijgen waar zij recht op hebben. Net zoals andere ouders moeite hebben om werk en gezin te combineren, ondervinden ook pleegouders die moeilijkheden.

Daarom heeft cd&v voor die maatregel gepleit. Daarom hebben wij er samen met de huidige meerderheid voor gezorgd dat dat in het regeerakkoord staat en werd opgenomen in de wet die we vandaag bespreken en morgen zouden

goedkeuren.

Heel wat ouders hebben hun aanvragen al ingediend. Ook jullie vanuit de oppositie hebben, net als ik, in de commissie aan de minister gevraagd om ervoor te zorgen dat 1 juli zou worden gehaald, zodat die ouders die hun aanvraag al bij de RVA hebben ingediend, niet in de kou blijven staan. De minister heeft zich geëngageerd. Hij zou zijn best doen en ervoor zorgen. Hij had er evenwel niet op gerekend dat de oppositie zelf de boel zou boycotten, dat u er zelf voor zou zorgen dat die pleegouders die volgende week dinsdag verlof hebben gepland, dat verlof nu niet kunnen opnemen, dat ze niet voor hun pleegkinderen kunnen zorgen omdat het spel niet doorgaat. Dat is uw verantwoordelijkheid, u draagt daarvoor de volle verantwoordelijkheid.

Ik vind dat schandalig. Speel politieke spelletjes zoveel u wilt, maar niet op kap van de mensen, niet ten koste van die pleegouders.

01.11 Barbara Pas (VB): Ik hoef mijn stem niet te verheffen om mijn punt duidelijk te maken, in tegenstelling tot sommige collega's hier.

Collega's van de meerderheid, in plaats van de redenering om te draaien en de schuld nu bij de oppositie te leggen, zeg ik u: ten eerste, lever geen broddelwerk af, en ten tweede, lever tijdig werk af. Dat helpt al.

Het is mijn verdomde plicht als verkozene om op te komen voor mensen die dat verdienen. Met uw wetsontwerp laat u 500.000 tot 600.000 mantelzorgers vandaag in de steek. Wij nemen het wel voor hen op.

Het is niet omdat wij, in tegenstelling tot u, respect willen opbrengen voor de mantelzorgers, dat wij dat over de zomer willen tillen of dat we daarmee politieke spelletjes zouden spelen. Wij willen dat helemaal niet tot na het zomerreces uitstellen. U kunt beter ons voorstel goedkeuren om het zomerreces in de Kamer tot vier weken te beperken, want dan kan dat allemaal nog behandeld worden. Het is mijn verdomde plicht om het op te nemen voor de mantelzorgers, als deze regering dat niet doet.

Collega Ronse, u zegt dat een adviesvraag aan de Raad van State een instrument is dat men met veel zorg moet gebruiken. Ik ben het daarmee eens. Ik vraag zo'n advies dan ook niet alle weken. Als u echter zulke dingen predikt, kunt u misschien eens aan uw meerderheidspartijen, inclusief uw eigen partij, het goede voorbeeld vragen. Gisteren werd

in de commissie voor Grondwet het zogezegd belangrijke wetsvoorstel van de PS-fractie toegelicht om de nationale orden te vervrouwelijken. Ik had die orden liever afgeschaft gezien, maar men wil het woord 'ridderes' in de Leopoldsorde invoeren. Voor zo'n belachelijk voorstel hebben alle meerderheidspartijen een advies aan de Raad van State gevraagd, als verdragingsmanoeuvre. Voor een dergelijk belangrijk wetsontwerp als de vandaag voorliggende programmawet, waarbij u amateuristisch en onberekend broddelwerk aflevert, zou de oppositie echter geen advies mogen aanvragen? Dat is de wereld op zijn kop.

De voorzitter: Collega's, ik wijs erop dat het Reglement bepaalt dat de besprekingen die hieruit voortvloeien door één spreker per fractie gedurende vijf minuten worden gevoerd. Ik meen dat die vijf minuten gerespecteerd zijn en ik wil ook dat die gerespecteerd worden. Ik zal daar ook de hand aan houden. Of die spreektijd nu door één of meerder sprekers wordt ingevuld, is het minste van mijn zorgen.

01.12 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Voorzitter, collega's, mevrouw Vanrobaeys zei: "We zijn teleurgesteld." Weet u, wij zijn ook enorm teleurgesteld, al weken, wegens de inhoud van de tekst maar niet alleen daarom. In het regeerakkoord is gezegd dat men bij het beperken van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd een uitzondering zou voorzien voor de 55-plussers. Wat blijkt nu? Slechts 18 % van de 55-plussers valt onder die uitzondering.

Hoe komt dat? Omdat die uitzondering eigenlijk niet voorzien en volledig uitgehold is, omdat er fouten in zitten. We hadden dit al weken opgeworpen. We hebben er vele discussies over gevoerd, we hebben amendementen ingediend en we hebben jullie de kans gegeven het te corrigeren. Jullie laten de 55-plussers echter vallen. Het gaat ook over mensen die 27, 28, of 29 jaar gewerkt hebben en die net niet aan de vereiste 30 jaar komen. Het gaat om mensen die om een bepaalde reden geen volledige carrière hebben, mensen die gedeeltelijk halftijds gewerkt hebben.

De oplossingen liggen voor. En nu wijzen jullie naar ons? Jullie hadden het probleem kunnen vermijden door de problemen aan te pakken en door ernstig een aantal van de amendementen te bekijken en ze goed te keuren. Wie eronder lijdt, dat zijn de 55-plussers. Het zijn de mantelzorgers, die jullie ook in de steek laten. Dat is wat er gebeurt.

Mijnheer Ronse, we hebben geen lessen te leren

van u wat steun betreft. Als wij advies vragen aan de Raad van State kunnen wij niet van tevoren weten wie dat wel of niet zal steunen. Ik heb geen lessen van u te leren. Uw geheugen is kort, mijnheer Ronse. In de vorige legislatuur is er tot vijf, zes, zeven keer advies gevraagd van de Raad van State over de abortuswet, door de N-VA en cd&v, met steun van Vlaams Belang. Wij hebben geen lessen te leren van jullie!

(Applaus)

(Applaudissements)

01.13 Pierre-Yves Dermagne (PS): J'aimerais intervenir rapidement car je ne peux pas laisser sans réponse ce qui a été dit.

Effectivement, ce qui est proposé ici et vient d'être décidé, est l'application de notre règlement: une disposition prévue dans chacune des assemblées parlementaires de ce pays. Elle ne se fait évidemment pas à la légère, mais requiert le soutien nécessaire d'un tiers des membres de cette Assemblée.

Vous avez vous-même utilisé cette disposition à de nombreuses reprises lors de la précédente législature – que ce soit sur l'IVG ou concernant l'Autorité belge de protection des données – dans un véritable carrousel mis en place à l'époque, marquant ainsi un dévoiement de ces dispositions réglementaires dans un cadre démocratique.

À ce sujet, nous n'avons aucune leçon à recevoir de votre part, monsieur Ronse. Comme cela a été rappelé, tout au long de ces débats – sur le budget, sur la loi-programme, sur les notes de politique générale préalablement et dans le cadre même de l'accord de gouvernement – nous avons systématiquement dénoncé l'injustice et l'inefficacité d'une série de mesures que vous déposez et défendez aujourd'hui.

Nous avons demandé des compléments d'information, sollicité des auditions des acteurs de terrain, et réclamé des compléments d'analyses juridiques. À chaque fois, la majorité a balayé ces demandes d'un revers de la main, alors qu'elles étaient formulées, comme cela a été dit, au nom des personnes qui seront touchées par les mesures injustes que vous souhaitez mettre en place.

Des décisions injustes et inefficaces, comme nous l'avons vu dans le cadre des débats budgétaires, comme l'ont souligné les analyses de nombreux acteurs et institutions indépendants. Nous nous y opposons fermement, mais de manière

constructive, en proposant des alternatives crédibles que nous souhaitons soumettre à la section de législation du Conseil d'État, en application de notre Règlement.

01.14 Florence Reuter (MR): Monsieur le président, Madame Vanrobaeys est déçue. Moi je suis scandalisée. Scandalisée par l'attitude de partis de gauche qui se disent au plus près des plus vulnérables.

Vous savez qu'en Belgique francophone, ce sont 4 000 enfants qui peuvent enfin bénéficier d'un accueil familial grâce à ces parents d'accueil et qui en seront privés cet été parce que certains ne pourront pas prendre congé. Hier encore, certains parents me demandaient quand la loi allait enfin être votée. Ce qui se passe est un scandale.

Vous prétendez vouloir mener une politique humaine. Mais quelle blague! Ce n'est pas ça, une politique humaine. Vous ne réfléchissez pas, vous vous opposez tout simplement à un gouvernement qui veut essayer de faire avancer la Belgique, qui veut essayer de relever notre société. Vous ne voulez pas évoluer. Vous voulez rester tout simplement dans vos contrées et garder les personnes les plus vulnérables dans vos filets. C'est un scandale. Vous voulez qu'elles continuent à bénéficier de l'aide sociale pour mieux les contrôler. Cela me scandalise.

01.15 Benoît Piedboeuf (MR): Oui, merci monsieur le Président, mais il en va de la vie politique comme de la vie réelle. Il y a ce que l'on dit, et puis il y a ce que l'on fait effectivement. J'ai entendu parler de volonté et d'esprit constructif. Je constate, d'une part, que pour pouvoir entraver le projet du gouvernement, des alliances se font indépendamment du cordon sanitaire que l'on scande à toute occasion. Je vois qu'à Bruxelles, on fait la même chose à l'égard de la N-VA, mais on s'associe avec Fouad Ahidar. Ici, nous assistons à une association PS-Belang pour essayer de faire entraver.

Donc voilà, je remarque simplement qu'il y a la politique que l'on fait effectivement, et il y a celle dont on parle. Alors indépendamment de tout cela, monsieur le Président, puisque des amendements sont soumis au Conseil d'État, ce que démocratiquement nous ne nions pas, il faudra quand même solliciter l'urgence auprès du Conseil d'État. Je vous en remercie.

01.16 Aurore Tourneur (Les Engagés): Chers collègues, je partage l'avis de Mme Reuter, dans le sens qu'il y a quelque chose de profondément

scandaleux dans ce que nous observons aujourd'hui. Une fois encore, l'opposition tente d'instrumentaliser une procédure pourtant essentielle de notre système démocratique: la demande d'avis au Conseil d'État.

Personne ici ne remet en cause cette demande d'avis, ni sa légitimité dans le contrôle de nos textes. Mais ce que nous dénonçons avec force, c'est l'utilisation systématique, détournée, politicienne de cet outil, dont l'unique but est de retarder, bloquer, discréditer un projet de réforme pourtant urgent et attendu.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cela se produit. Nous en avons eu l'illustration récemment lors des discussions dans les entités fédérées lorsque certains ont multiplié les demandes de conflits d'intérêts rien que pour gagner du temps.

Aujourd'hui, le même jeu d'obstruction se poursuit, au détriment de notre sécurité sociale, au détriment de l'efficacité de notre État social, au détriment de la crédibilité de cette institution parlementaire. Et ce n'est pas la première fois car c'était déjà le cas la semaine dernière!

Nous sommes bien au courant de votre petit jeu, que vous aviez déjà prévu votre coup depuis 10 h ce matin. Mais malheureusement, vous n'étiez pas en nombre. Vous n'étiez pas en quorum. Vous avez attendu parce que vous ne faisiez pas votre travail parlementaire ce matin!

Ce que l'opposition refuse d'assumer, c'est que ce gouvernement agit, là où, pendant des années, elle s'est contentée de paroles creuses, d'inaction, de promesses sans lendemain. L'opposition a eu la possibilité de réformer. Elle ne l'a pas fait. Maintenant que nous avons un cap qui est enfin donné, elle cherche à freiner son élan, non pas par des arguments de fond, mais par des manœuvres dilatoires. Les Engagés refusent de se prêter à ce jeu.

Nous défendons une réforme qui remet de la justice dans notre système, qui valorise l'effort, qui protège mieux les transitions, qui renforce l'activation sans abandonner la solidarité. Et nous le faisons dans le respect de nos institutions, sans les dévoyer.

Alors, oui, il est temps que cela cesse. Il est temps que l'opposition choisisse. Soit on contribue au débat, soit on assume son refus de tout progrès. Mais qu'on ne se cache pas derrière des artifices procéduraux!

Nous avançons parce que la Belgique ne peut plus attendre. Aujourd'hui, les actes de l'opposition font perdre des millions supplémentaires à l'État et une série de nouveaux droits pour nos citoyens. *(Tumulte)*

01.17 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Mijnheer de voorzitter, ik zal wat kalmer zijn.

Vandaag verneem ik van cd&v dat zij de partij van de familie zijn, dat zij een sociale partij zijn. Maar wat staat er in de voorliggende programmawet? Daarin is het voorstel opgenomen om de pensioenen telkens met drie maanden vertraging te indexeren. De gepensioneerden in ons land ontvangen al zo weinig. Ze krijgen te weinig pensioen om een verblijf in een rusthuis te kunnen betalen. Ze krijgen te weinig pensioen om deftig te kunnen leven. België behoort in West-Europa tot de landen met de laagste pensioenen.

Wat doet cd&v? Cd&v stelt voor om de pensioenen drie maanden later te indexeren. OKRA, de christelijke seniorenbeweging, mijnheer Mahdi, heeft dat berekend. Ik luister nog naar het middenveld. Cd&v luistert niet meer. U luistert niet meer. Er is berekend, cd&v'ers, dat die maatregel 70 euro per indexering zou kosten, 70 euro uit de mond van een gepensioneerde. En u bent fier om dat voorstel hier te verdedigen!

De PVDA-PTB-fractie is fier om als oppositie die maatregel tegen te houden. Uiteraard zullen we alle middelen inzetten om onze gepensioneerden te helpen. We zullen er blijven voor ijveren dat men stopt met het steeds opnieuw geld bij de gepensioneerden, bij de werklozen, bij de langdurig zieken te halen. Dat is namelijk gemakkelijk, collega's van cd&v. Bij de rijken durft u niet aan te kloppen.

Wat blijft er op sociaal gebied nog over, beste collega's van cd&v? Vandaag manifesteren 35.000 mensen in de straten van Brussel, waarvan heel veel ACV-leden.

Wij als PVDA luisteren naar die manifestanten. Cd&v daarentegen luistert niet meer naar het ACV, die partij heeft alleen aandacht voor de superrijken en gaat mee in beleid voor hen.

Ten tweede, beste collega's van Vooruit, stelt u geen vragen, als u hoort hoe enthousiast de N-VA is over wat vandaag ter stemming voorligt? Staat u erbij stil dat Open Vld enthousiast is om weer eens de werklozen en de gepensioneerden te treffen? Stelt u daar geen vragen bij? Doe het niet voor de PVDA, maar voor uw achterban. Waarom volgt u

altijd de N-VA? Dat maakt links niet sterker. Dat verzwakt links. U weet dat. U stapt gewoon mee in het N-VA-verhaal. Dat is het probleem.

Ik zeg het hier, beste collega's, want het volk mag het weten. Zonder de stemmen van Vooruit zijn er geen maatregelen tegen de gepensioneerden, geen malus op de pensioenen. Zonder de stemmen van Vooruit zijn er geen maatregelen tegen de lonen van de werknemers. Zonder de stemmen van Vooruit zijn er geen maatregelen tegen onze sociale zekerheid. Zonder uw stemmen kan rechts geen punten scoren, beste collega's. Dat moet hier gezegd worden.

Alors, le MR, le MR! J'entends que le MR est scandalisé qu'on utilise le Conseil d'État. Tout le monde en aura pour son grade... Pendant toute la campagne électorale, le MR nous a dit qu'il allait renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs. Or la première mesure que vous prenez, le MR, est de postposer l'indexation des pensionnés dans notre pays. Eux qui éprouvent déjà des difficultés à boucler leurs fins de mois, à payer leur maison de repos et qui ont donné le meilleur de ce qu'ils pouvaient pour notre pays! Vous allez décider de postposer de trois mois, c'est-à-dire faire perdre 70 euros de pouvoir d'achat à chaque saut d'index.

Cela vaut pour le MR, mais vous, Les Engagés, pendant toute la campagne, vous vous êtes fait passer pour un nouveau parti. Or nous vous avons tous repérés! Vous voulez faire payer les pensionnés. Septante euros en moins, mais en êtes-vous fiers? Vous n'êtes pas du tout un nouveau parti! Vous êtes *old school*! Vous êtes le vieux parti que nous connaissons depuis toujours: celui de l'*establishment*, celui qui fait payer les travailleurs. Seulement, les gens sont en train de se rendre compte de la supercherie. Votre opération de com', tout le monde s'en aperçoit! Vous êtes restés exactement les mêmes depuis cent ans!

Donc, chers collègues, beste collega's, il est temps de conclure parce qu'il me reste trente secondes. Nous disons clairement aujourd'hui que nous menons une opposition parlementaire, certes, mais qui est en totale symbiose avec le mouvement qui était présent ici ce matin. Pour la neuvième fois d'affilée, des dizaines de milliers de travailleurs, de militants, de représentants de la société civile étaient dans la rue pour dire: "Nous allons vous faire reculer".

Wij zullen uw maatregelen tegenhouden. Ik wil aan het volk zeggen dat het moet volhouden. Kijk maar naar hoe ze hier zijn. Ze kunnen hun maatregelen

zelfs niet uitleggen.

De **voorzitter**: Collega's, het debat dat we nu voeren en waarvoor ik nog drie sprekers heb die nog één minuut spreektijd hebben, betreft in principe niet de vraag of het goede of slechte maatregelen zijn, maar wel de noodzaak om amendementen voor te leggen aan de Raad van State. Ik geef dat puur technisch mee, maar ik weet dat dit geen indruk maakt.

01.18 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je suis assez choquée par ce que j'entends. Cela fait des semaines que nous attendons des réponses claires quant à la façon dont cela va se passer. Nous avons un gouvernement qui a décidé de passer en force. Nous n'avons reçu aucune réponse du ministre pendant les réunions de commission. Mme Reuter vient encore de nous faire plus que des pirouettes, carrément un spectacle de gymnastique! Au lieu de répondre à nos questions précises sur cette loi, elle a fait pirouette sur pirouette!

Vous avez refusé d'écouter la société civile, vous avez demandé un avis au Conseil d'État en urgence, qui lui-même explique noir sur blanc qu'il n'a pas pu travailler dans de bonnes conditions pour rendre un avis circonstancié. Nous avons demandé à maintes reprises qu'il y ait une écoute de la société civile. Vous avez refusé ces auditions. Aujourd'hui, nous disons stop! Il faut travailler dans de bonnes conditions et respecter les différentes entités de ce pays.

01.19 Lode Vereeck (VB): Mijnheer Ronse, mevrouw Farih, mevrouw Lanjri, zaterdag vond de begrafenis plaats van mijn tante Josefina, tante Fientje. Zij is 95 jaar geworden. Haar hele leven stond zij als mantelzorger ten dienste van haar vader, mijn grootvader, tot op het moment waarop ook zij zelf zorgbehoevend werd. Het respect voor mantelzorgers is bij mij grenzeloos, in woord en daad, ook hier, tot op het moment van het amendement in dit Parlement. Ik pik het dan ook niet dat u mijn partij en mijzelf wegzet als asociaal. Dat zijn wij absoluut niet. Ik leef mee met de vertraging voor de pleegouders, maar die vertraging hebt u aan uzelf te danken. U had uw juridisch werk beter en tijdiger moeten doen.

Wat betreft het amendement over de mantelzorgers en de politieke spelletjes die hier gespeeld worden, het kan mij niet schelen wie het amendement indient of van welke partij het komt, links of rechts, wij zullen het steunen.

01.20 Axel Ronse (N-VA): Ik heb nooit begrepen

waarom de PS, Ecolo en de PTB moord en brand schreeuwden toen de heer Bouchez op televisie in debat ging met iemand van het Vlaams Belang. Ik vond dat ook niet oké van hem. Wat zij vandaag echter doen, is bijzonder hypocriet en het is met voorbedachte rade.

Het Vlaams Belang had al om 10.00 uur vanmorgen de hoogdringendheid kunnen vragen, maar heeft dat niet gedaan omdat de linkse oppositie toen niet aanwezig was. Ze hebben bewust gewacht. Jullie hebben wel degelijk afspraken gemaakt. Het Vlaams Belang heeft zich geleend aan extreemlinkse Waalse partijen om een maatregel te blokkeren die door 70 % van de Vlamingen wordt gesteund. Zij willen de beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen blokkeren. Ik zeg u: wees allemaal diep, diep beschaamd!

De **voorzitter**: Collega's, we hebben de diverse standpunten behoorlijk uitgebreid beluisterd.

In principe zetten we de bespreking voort van de artikelen die niet zijn gevat door het verzoek om advies van de Raad van State, maar dat zou redelijk wat spuurwerk vergen en het lijkt me zinloos.

Het wetsontwerp in kwestie heeft de urgentie gekregen. De vraag om advies van de Raad van State zal dan ook met urgentie worden behandeld.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 26 juni 2025 om 14.15 uur. La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 26 juin 2025 à 14 h 15.

*De vergadering wordt gesloten om 15.23 uur.
La séance est levée à 15 h 23.*

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 56 PLEN 054 bijlage.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 56 PLEN 054 annexe.